



Conseil de sécurité

Distr. générale
28 juin 2012
Français
Original : anglais

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité

I. Introduction

1. Le présent rapport fournit une analyse détaillée de l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité depuis la publication, le 28 février 2012, du dernier rapport du Secrétaire général (S/2012/124) et examine la suite donnée au bilan stratégique de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL).

2. La cessation des hostilités entre Israël et le Liban se maintient, et un calme circonspect règne dans la zone d'opérations de la FINUL. La tension a monté à plusieurs reprises le long de la Ligne bleue mais elle a été désamorcée par le biais des mécanismes de liaison et de coordination de la Force. Les parties ont continué de souscrire aux dispositions de la résolution 1701 (2006), bien qu'elles n'aient toujours pas été en mesure de progresser dans l'exécution des obligations qui leur incombent encore à ce titre.

3. Durant la période considérée, la constante effervescence qui agitait la région a continué d'affecter le Liban. Des incidents répétés liés à des tirs transfrontaliers, dont certains ont fait des morts et des blessés, se sont produits dans certaines sections de la frontière syro-libanaise. Le 9 avril, un journaliste libanais a été tué dans le secteur de Wadi Khaled, au moment où le véhicule à bord duquel il se trouvait avec deux confrères a été touché par des tirs nourris de l'armée syrienne. Dans plusieurs autres cas, des civils libanais ont été tués ou blessés par des coups de feu tirés de l'autre côté de la frontière. Les forces de sécurité syriennes ont également fait des incursions en territoire libanais et des nationaux libanais et syriens ont été enlevés. Le 22 mai, l'enlèvement en République arabe syrienne d'un groupe de 11 pèlerins libanais qui revenait de la République islamique d'Iran a augmenté les tensions au Liban et conduit à la mise en place de barrages routiers et à des manifestations jusqu'à ce que les appels au calme lancés par les dirigeants politiques soient entendus. Le 21 juin, on était toujours sans nouvelles du groupe.

4. Divers rapports ont continué de faire état de trafics d'armes à la frontière libano-syrienne. Dans deux cas examinés en détail ci-après, l'armée libanaise a découvert d'importantes quantités d'armes qui auraient été destinées à la République arabe syrienne et arrêté les personnes impliquées.

5. Le Liban a également continué d'accueillir des ressortissants syriens qui fuyaient la violence dans leur pays. Le 20 juin, le Haut-Commissariat des Nations



Unies pour les réfugiés (HCR) et ses partenaires, dont le Gouvernement libanais, fournissaient une assistance à plus de 27 000 réfugiés syriens au Liban. Ceux-ci sont essentiellement concentrés dans la région nord d'Akkar, à Tripoli, et dans la vallée de la Bekaa.

6. Dans le climat de tension croissante lié à la crise en République arabe syrienne, en particulier dans le nord du pays, des violences ont éclaté le 12 mai à Tripoli, à la suite de l'arrestation d'une personne soupçonnée d'appartenir à une organisation ayant des liens avec le réseau Al-Qaida, qui a été libérée sous caution le 22 mai. Durant la période considérée, de graves affrontements ont opposé à deux reprises, pendant plusieurs jours à chaque fois, les habitants du quartier de Bab al-Tabbaneh à dominante sunnite à ceux du quartier de Jebel Mohsen à dominante alaouite. Au moins 20 personnes ont été tuées lors de ces incidents et de nombreuses autres ont été blessées. Le déploiement des Forces armées libanaises et des forces de sécurité intérieure dans le secteur a aidé à maîtriser la situation, mais les tensions ont parfois conduit à la reprise des tirs et demeurent fortes. Deux personnalités religieuses associées au Courant du futur, dirigé par l'ancien Premier Ministre Saad Hariri, ont été tuées à Akkar, le 20 mai, par des soldats de l'armée libanaise à un poste de contrôle militaire. En représailles, des manifestants ont dressé des barrages routiers à travers tout le pays, et trois personnes sont mortes dans les affrontements qui se sont déclenchés par la suite à Beyrouth. L'armée libanaise a exprimé ses regrets au sujet de cet incident; elle a ouvert une enquête et les responsables ont été appréhendés.

7. Le Gouvernement a continué de s'efforcer de protéger le Liban des pires conséquences de la crise en République arabe syrienne par l'adoption d'une politique de « dissociation ». Les dirigeants politiques ont incité le public à faire preuve de retenue à la suite des divers incidents. Un élan a été donné à la reprise du dialogue national entre les hauts responsables politiques, conduisant le Président Sleiman à organiser, le 11 juin 2012, la première réunion de ce type depuis novembre 2010.

8. Moins d'un an avant les prochaines élections législatives au Liban, le débat est engagé afin de déterminer quel système électoral et quelles réformes électorales devront être adoptées et appliquées pour le scrutin. Il n'existe pas encore de consensus concernant la loi électorale à appliquer.

II. Mise en œuvre de la résolution 1701 (2006)

A. Situation dans la zone d'opérations de la FINUL

9. Les périodes intermittentes de tension et d'instabilité accrues qu'a traversées le Liban n'ont pas eu d'incidences importantes au sud du fleuve du Litani. Contrairement aux années précédentes, les jours de commémoration palestiniens se sont déroulés paisiblement et sans aucun incident grave (le 30 mars, le 15 mai et au début du mois de juin). Pour s'y préparer, la FINUL avait collaboré étroitement avec les deux parties, de façon bilatérale et au moyen du mécanisme tripartite, et les avait exhortées à prendre toutes les mesures de prévention voulues. Les jours en question, les autorités libanaises ont restreint l'accès à la zone située au sud du Litani et aux environs de la Ligne bleue, de manière à éviter que ne s'y produisent de grands rassemblements ou d'autres incidents.

10. Les Forces de défense israéliennes ont continué d'occuper une partie du village de Ghajar et la zone adjacente située au nord de la Ligne bleue, contrevenant ainsi à la résolution 1701 (2006) et à l'obligation qui incombe à Israël de retirer ses forces armées de cette zone. Comme je l'ai déjà indiqué, la FINUL a présenté aux deux parties, le 25 juin 2011, une proposition concernant un dispositif de sécurité. Le 19 juillet 2011, l'armée libanaise a informé la FINUL qu'elle acceptait la proposition. Les Forces de défense israéliennes ont affirmé que la proposition devait recevoir l'approbation du Gouvernement israélien, laquelle n'avait pas encore été accordée. Cette situation n'a pas évolué pendant la période à l'examen. À une réunion tripartite tenue le 9 mai, l'armée libanaise a demandé que la FINUL, en attendant de nouveaux développements, lui confie la responsabilité de la sécurité de la route SD1 et y permette une activité civile limitée. La route SD1 ne traverse pas la partie de Ghajar qui est occupée par les Forces de défense israéliennes. La FINUL abordera la question de l'utilisation de la route avec les parties, en tenant compte des problèmes de sécurité et de l'objectif général consistant à faciliter le retrait complet des Forces de défense israéliennes du nord de Ghajar et de la zone adjacente située au nord de la Ligne bleue.

11. La FINUL s'est employée avant tout à maintenir le calme le long de la Ligne bleue. Quand, de temps à autre, les tensions se sont accrues le long de la Ligne bleue, principalement dans les zones des fermes de Chebaa, de Kafr Kila et de Blida (secteur est), la FINUL a pu intervenir rapidement pour régler le problème grâce à ses mécanismes de liaison et de coordination.

12. Il y a eu une nette augmentation du nombre de violations terrestres de la Ligne bleue commises par des civils libanais, notamment par des bergers menant leurs troupeaux aux environs des fermes de Chebaa et dans d'autres pâturages pendant de courts laps de temps. Dans la plupart des cas, les militaires de la FINUL ont averti les bergers qu'ils ne devaient pas franchir la Ligne bleue, mais en vain. La FINUL a demandé à l'armée libanaise de rappeler à la population qu'elle devait respecter la Ligne bleue dans son intégralité et d'intensifier ses activités de surveillance et de patrouille dans les zones de pâturage. Le 8 avril, un agriculteur libanais a creusé plusieurs tranchées autour d'un puits au sud de la Ligne bleue, près de Blida (secteur est). Les ingénieurs de la FINUL et l'armée libanaise ont rétabli l'état initial du terrain. Le 25 avril, un Libanais et ses deux enfants ont franchi la barrière technique depuis le Liban vers Israël près de la Porte de Fatima, à Kafr Kila (secteur est), avant de revenir au Liban le lendemain, après l'ouverture de la porte de Ras-Naqoura par les Forces de défense israéliennes. La FINUL en a informé les autorités et les Forces armées libanaises, qui ont pris en charge les trois nationaux libanais.

13. Le 27 avril, la FINUL a observé une excavatrice libanaise qui effectuait des travaux dans le fleuve Wazzani/Hasbani près du village de Ghajar (secteur est), en violation de la Ligne bleue. Les travailleurs n'ont pas tenu compte de l'avertissement de la FINUL leur indiquant qu'ils avaient violé la Ligne bleue, et ont poursuivi les travaux les jours suivants. Les Forces de défense israéliennes ont dénoncé l'entreprise, la qualifiant de violation grave de la résolution 1701 (2006), et se sont dits inquiets de l'incidence que les travaux effectués sur le lit du fleuve pourraient avoir sur l'écoulement de l'eau. La FINUL enquête sur la plainte de la partie israélienne.

14. Les Forces de défense israéliennes ont continué de pénétrer dans l'espace aérien libanais presque quotidiennement au cours de la période considérée,

principalement au moyen de drones, mais aussi d'avions de combat. Ces intrusions, qui constituent des violations de la résolution 1701 (2006) et de la souveraineté libanaise, minent la crédibilité de la FINUL et de l'armée libanaise. La FINUL a continué de dénoncer toutes ces violations, demandant aux autorités israéliennes d'y mettre fin immédiatement. Le Gouvernement libanais a également condamné énergiquement ces violations et exigé qu'elles cessent. Le Gouvernement israélien a continué d'affirmer qu'il s'agissait d'une mesure de sécurité nécessaire.

15. La FINUL a terminé ses enquêtes sur les deux incidents de tirs de roquettes effectués depuis sa zone d'opérations les 29 novembre et 11 décembre 2011. Les rapports d'enquête ont été remis aux deux parties et seront examinés à la prochaine réunion tripartite, qui doit se tenir le 4 juillet. Les enquêtes ont confirmé la version des faits initialement présentée aux paragraphes 11 et 12 de mon rapport précédent (S/2012/124).

16. La FINUL et l'armée libanaise ont poursuivi leurs activités opérationnelles quotidiennes (au moins 38 activités coordonnées par jour), en plus d'administrer sept points de contrôle communs au bord du Litani. La FINUL et l'armée libanaise ont également continué de mener conjointement des opérations antiroquettes dans les zones situées à proximité de la Ligne bleue, ainsi que d'effectuer des manœuvres et des exercices d'entraînement conjoints sur terre et en mer, notamment un exercice d'artillerie, et des activités consacrées à la lutte contre les engins explosifs artisanaux, aux opérations de recherche et de sauvetage en mer, aux systèmes de communication et d'information et à la connaissance des procédures de sécurité. Pour sa part, la FINUL a effectué en moyenne 300 patrouilles motorisées et pédestres par jour, sans compter les patrouilles régulières en hélicoptère et d'autres activités opérationnelles.

17. Le 17 mai, l'armée libanaise a informé la FINUL qu'elle redéploierait un bataillon depuis le secteur du sud du Litani pour lui faire rallier la brigade dont il fait partie ailleurs dans le pays. Le 24 mai, l'armée libanaise a informé la FINUL qu'elle redéploierait également trois compagnies d'infanterie mécanisées depuis le même secteur. Elle dispose actuellement d'environ trois brigades dans la zone d'opérations.

18. Pendant la période à l'examen, il y a eu des cas isolés d'entraves à la liberté de mouvement de la FINUL, ce qui a compromis, à une occasion, la sécurité et la sûreté de son personnel. Le 10 avril, dans le voisinage de Wadi Jilo (secteur ouest), une équipe d'information de la FINUL menant une activité coordonnée avec l'armée libanaise et accompagnée de cinq militaires de la Force intérimaire a été agressée par cinq civils, qui ont causé des blessures mineures à l'un de ses membres et se sont emparés de tout son matériel, lui demandant de quitter la zone et de s'adresser à l'armée libanaise pour récupérer son matériel. La FINUL a vivement protesté contre cet acte auprès de l'armée libanaise et ouvert une enquête à ce sujet. L'armée libanaise a fait savoir à la FINUL qu'elle enquêtait afin d'identifier les coupables et de récupérer le matériel volé, dont seule une partie a été rapportée jusqu'à maintenant, en mauvais état.

19. Des cas de comportement hostiles se sont également produits à Khiam et à Blate (secteur est), où des civils locaux ont insulté les patrouilles de la FINUL et les ont priées de quitter les lieux; près de Naqoura (secteur ouest), où un véhicule de la FINUL a été endommagé; et à Deir Ntar (secteur ouest), où des cartes utilisées par les patrouilles ont été volées. Des pierres ont été jetées contre les patrouilles et les

véhicules de la FINUL à Aita el-Jabal (secteur ouest), Houla (secteur est) et Kafr Kila (secteur est). La FINUL a protesté énergiquement contre tous ces actes auprès de l'armée libanaise et exhorté les autorités libanaises à prendre des mesures contre les individus y ayant participé.

20. Malgré ces incidents, la FINUL a entretenu, dans l'ensemble, de bons rapports avec la population locale. Elle a régulièrement mené des activités de communication et de sensibilisation et organisé des réunions, des services communautaires et des activités culturelles et éducatives avec la population locale, avec la participation des institutions gouvernementales. Elle a également organisé un certain nombre de manifestations sociales et culturelles, ainsi que des cours de formation professionnelle. Des projets à effet rapide continuent d'être mis en œuvre par les pays fournissant des contingents, au moyen du budget de la FINUL.

21. La FINUL a continué d'aider l'armée libanaise à prendre des mesures pour établir une zone exempte de tout personnel armé, ainsi que de tous matériel et armes autres que ceux appartenant au Gouvernement libanais ou à la FINUL entre la Ligne bleue et le Litani. Il s'agit là d'un objectif à long terme, et un certain nombre d'incidents survenus depuis l'adoption de la résolution 1701 (2006) ont montré qu'il y avait encore des armes et des éléments armés hostiles prêts à les utiliser dans la zone d'opérations. La FINUL n'a pas découvert de nouvelles caches d'armes pendant la période à l'examen, ni d'infrastructure militaire illicite, et aucun nouvel indice ne laisse supposer que des sites déjà connus aient été remis en service. Il y a toujours des hommes armés et des armes dans les camps de réfugiés palestiniens situés dans la zone d'opérations de la FINUL.

22. Le Gouvernement israélien a continué d'affirmer que le Hezbollah consolidait ses positions et ses unités militaires dans des zones peuplées du sud du Liban et que des armes étaient introduites clandestinement au Liban, y compris dans la zone d'opérations. Si elle venait à recevoir des informations précises concernant la présence illégale de personnel armé ou d'armes dans sa zone d'opérations, la FINUL demeure résolue à employer, en coopération avec l'armée libanaise, tous les moyens que lui confère son mandat, dans toute la mesure prévue dans ses règles d'engagement et de comportement, comme je l'ai expliqué dans mes rapports précédents. Le mandat de la FINUL ne lui permet pas de pénétrer dans un domicile privé sauf si elle dispose de preuves convaincantes d'une violation de la résolution 1701 (2006), notamment s'il existe un risque immédiat que des activités hostiles y soient menées. À ce jour, elle n'a jamais reçu ni découvert d'éléments de preuve démontrant qu'une livraison d'armes non autorisée aurait eu lieu dans sa zone d'opérations. Le commandant de l'armée libanaise a de nouveau confirmé qu'il agirait sans délai pour faire cesser toute activité illégale menée en contravention de la résolution 1701 (2006) ou des décisions du Gouvernement.

23. Pendant la période considérée, la FINUL a constaté plusieurs cas de présence non autorisée de personnel armé et d'armes dans sa zone d'opérations, en violation de la résolution 1701 (2006). Très tôt le 22 avril, une bombe a explosé dans un restaurant à Tyr et blessé cinq civils. L'attentat n'a pas été revendiqué. Les autorités libanaises ont ouvert une enquête sur l'attentat, le quatrième visant un restaurant ou un hôtel commercial à Tyr au cours des six derniers mois. Le 5 février, dans les environs de Blida, les membres de la FINUL ont vu un véhicule qui transportait trois civils en cagoule pointant des fusils par les fenêtres. La FINUL a transmis à l'armée libanaise le numéro d'immatriculation et une description du véhicule pour

enquête. Le 30 avril, deux impacts de balles ont été découverts à la position 9-10 de l'Organisation des Nations Unies, près de Toulina (secteur ouest), l'un sur un véhicule de l'Organisation et l'autre dans un poste de combat. Deux patrouilles d'intervention rapide de la FINUL ont été déployées immédiatement, et les mesures de protection du personnel ont été renforcées. La FINUL enquête actuellement sur l'incident.

24. Au cours de la période à l'examen, les patrouilles de la FINUL ont continué de rencontrer à plusieurs occasions des individus portant des armes de chasse et sont à chaque fois intervenues pour faire cesser toute activité de chasse. À trois reprises au moins, l'armée libanaise a placé des chasseurs armés en détention. Dans la plupart des cas, cependant, ces personnes ont rapidement quitté les lieux à l'arrivée de membres de la FINUL ou de l'armée libanaise. La FINUL maintient un nombre élevé de patrouilles et de postes d'observation dans les zones de chasse connues, ainsi que pendant les journées où beaucoup de gens vont chasser. Un incident grave aurait pu se produire le 22 mars, quand des chasseurs armés ont imprudemment ouvert le feu en direction d'une zone que des militaires de la FINUL étaient en train de déminer, blessant légèrement l'un d'entre eux d'un plomb. La pratique de la chasse au sud du Litani constitue une violation de la résolution 1701 (2006), et c'est aux autorités libanaises qu'il incombe d'empêcher cette activité dans la zone d'opérations, avec l'aide de la FINUL.

25. Le Groupe d'intervention navale de la FINUL a continué de remplir son double mandat en menant des opérations de surveillance maritime dans la zone d'opérations maritimes et en formant les forces navales libanaises. Depuis mon dernier rapport, la marine libanaise et les fonctionnaires des douanes ont inspecté 199 navires suspects afin de vérifier qu'il n'y avait ni armes ni matériel connexe non autorisés à bord. À deux reprises, les autorités libanaises ont signalé à la FINUL qu'elles avaient trouvé de tels articles, qui étaient introduits illégalement au Liban par la mer en violation de la résolution 1701 (2006). Ces incidents sont décrits aux paragraphes 45 et 46.

26. En réponse aux demandes formulées par les autorités libanaises, le Groupe d'intervention navale a intensifié ses activités de surveillance dans certaines parties de la zone d'opérations maritimes. La FINUL et les forces navales libanaises ont animé neuf ateliers et 144 activités de formation destinés aux officiers libanais subalternes à bord des bateaux du Groupe d'intervention navale. En outre, au cours de la période à l'examen, cinq exercices de surveillance maritime d'une durée de cinq jours chacun ont été effectués avec la marine de l'armée libanaise.

27. Des incidents ont continué de se produire le long de la ligne de bouées, où les Forces de défense israéliennes ont lâché des grenades sous-marines et tiré des coups de semonce. La FINUL n'a pas pour mandat de surveiller la ligne de bouées, mise en place unilatéralement par le Gouvernement israélien et non reconnue par le Gouvernement libanais.

B. Dispositifs de sécurité et de liaison

28. La FINUL a continué d'assurer la liaison et la coordination avec les deux parties, comme l'indiquaient mes rapports précédents. Les relations quotidiennes et les activités de liaison entre la FINUL et l'armée libanaise se sont poursuivies efficacement à un niveau élevé. La FINUL a assuré de la même façon la liaison et la

coordination avec les Forces de défense israéliennes, notamment en élargissant les activités du Groupe d'observateurs au Liban de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve. Le projet de création d'un bureau de la FINUL à Tel-Aviv n'a pas avancé.

29. Les mécanismes de liaison et de coordination de la FINUL avec les parties ont continué à bien fonctionner et les parties se sont maintes fois déclarées prêtes à participer de manière constructive aux efforts de la FINUL pour aborder les points litigieux et apaiser les tensions. Conformément à la recommandation issue du bilan stratégique selon laquelle la FINUL devrait examiner la possibilité de renforcer davantage le mécanisme tripartite, pour faciliter les arrangements pratiques établis sur le terrain entre l'armée libanaise et les Forces de défense israéliennes, et qui permettraient de susciter la confiance et de désamorcer les tensions dans les points chauds potentiels, le forum tripartite a continué de se réunir une fois par mois. En outre, deux réunions tripartites spéciales ont eu lieu pendant la période considérée pour examiner l'évolution de la situation dans les zones sensibles de Kafr Kila et des fermes de Chebaa.

30. En ce qui concerne la région de Kafr Kila, les deux parties ont manifesté leur intérêt pour l'application de nouvelles mesures de sécurité visant à atténuer le risque d'incidents. Les Forces de défense israéliennes ont proposé de construire un mur à la place de la barrière technique actuelle. La FINUL a facilité et coordonné ces travaux par le biais de ses organes de liaison et d'une réunion tripartite spéciale, afin d'éviter tout malentendu et d'assurer la sécurité pendant les travaux. La construction du mur, qui mesure environ 1 kilomètre de long et 5 à 7 mètres de haut, a commencé le 30 avril 2012 et s'est achevée début juin sans incident grave. L'installation d'une barrière technique au-dessus du mur est en cours.

31. Une réunion tripartite spéciale a été convoquée sur l'initiative de la FINUL le 25 avril pour faire face à la montée des tensions dans les fermes de Chebaa à la suite des travaux routiers entrepris par les Forces de défense israéliennes le 18 avril à proximité de la Ligne bleue. Bien que l'examen du statut des fermes de Chebaa ne soit pas de son ressort, la FINUL a cherché à prévenir les tensions et à désamorcer une situation potentiellement dangereuse tout en continuant d'assurer le respect de la Ligne bleue. Les parties ont maintenu leurs positions respectives sur la question. Au moment de la rédaction du présent rapport, les travaux routiers entrepris dans cette zone avaient cessé.

32. Le marquage de la Ligne bleue s'est poursuivi. Au 15 juin, le nombre de points de démarcation convenus par les parties avait atteint un total de 253 sur les 470 prévus. Ce marquage nécessite de déminer les champs de mines et de neutraliser les munitions non explosées, afin que le personnel chargé de définir les coordonnées et de construire les bornes de la Ligne bleue puisse travailler en toute sécurité. Les démineurs de la FINUL ont ouvert l'accès à 215 points et établi les coordonnées de 149 d'entre eux. Environ 141 bornes ont été posées sur la Ligne bleue et 112 ont été vérifiées par les deux parties. Comme convenu avec les parties, la FINUL assurera l'entretien des bornes posées.

33. Comme recommandé à l'issue du bilan stratégique, la FINUL a invité les parties à réexaminer les points jugés litigieux ou problématiques. Lors de la réunion tripartite du 9 mai, il a été convenu que la FINUL tiendrait des consultations bilatérales avec les parties sur la manière d'aborder ces questions. La FINUL a également invité les parties à faire des propositions sur la marche à suivre à cet

égard, tout en ayant à l'esprit la recommandation du bilan d'envisager la possibilité soit de décider de poursuivre le marquage, soit de s'entendre sur les règles d'engagement ou les dispositifs de sécurité dans les secteurs où les parties ne sont pas d'accord sur le marquage de la Ligne bleue.

34. Lors de la réunion tripartite tenue le 28 mars 2012, les Forces de défense israéliennes ont confirmé qu'elles souhaitent examiner les questions de sécurité maritime dans le cadre du mécanisme tripartite. La FINUL a alors engagé des consultations bilatérales avec les parties. Jusqu'à présent, une réunion a eu lieu avec les Forces de défense israéliennes et deux avec l'armée libanaise; les consultations se poursuivent. Les deux parties ont fait preuve d'une attitude positive et d'une réelle volonté de progresser sur la question de la sécurité maritime, mais de grandes divergences les séparent encore.

35. Conformément aux priorités stratégiques identifiées dans le bilan stratégique, la FINUL a continué de collaborer étroitement avec l'armée libanaise dans le cadre du dialogue stratégique en vue de renforcer la capacité de cette dernière, non seulement parce que c'est indispensable pour qu'elle puisse assumer progressivement le contrôle de la sécurité dans la zone d'opérations et dans les eaux territoriales libanaises, mais également parce que cela contribue à l'instauration d'un cessez-le-feu permanent. Le projet de dialogue stratégique entre l'armée libanaise et la FINUL a été élaboré par l'armée libanaise avec le concours de la FINUL.

36. La FINUL s'est efforcée d'étendre le mécanisme des procédures spéciales à de nouvelles zones le long de la Ligne bleue, en tant qu'instrument essentiel pour dissiper d'éventuelles tensions et écarter les risques d'incident, et conformément à la recommandation du bilan stratégique selon laquelle la Force devrait s'employer surtout à favoriser la conclusion d'arrangements et d'accords pragmatiques ponctuels entre les parties. Les Forces de défense israéliennes et l'armée libanaise ont accueilli favorablement cette initiative. L'armée libanaise a décidé d'appuyer toutes les activités de liaison et de coordination et les Forces de défense israéliennes ont indiqué qu'elles appuieraient toutes les mesures visant à atténuer les points de friction, pour autant que les considérations pratiques et opérationnelles le permettent.

C. Désarmement des groupes armés

37. Dans sa résolution 1701 (2006), le Conseil de sécurité a lancé un appel en faveur de l'application intégrale des dispositions pertinentes des Accords de Taëf et des résolutions 1559 (2004) et 1680 (2006) qui exigent le désarmement de tous les groupes armés au Liban, afin qu'il n'y ait pas d'armes au Liban sans le consentement du Gouvernement libanais et que celui-ci soit seul autorisé à exercer son autorité dans le pays.

38. Le fait que le Hezbollah et d'autres groupes armés restent en possession d'armes échappant au contrôle de l'État libanais, en violation des résolutions 1559 (2004), 1680 (2006) et 1701 (2006), demeure très préoccupant. J'ai demandé à maintes reprises la mise en œuvre des résolutions concernant ces armes, qui empêchent l'État libanais d'exercer pleinement sa souveraineté et son autorité sur son territoire. Le Hezbollah continue néanmoins d'admettre ouvertement qu'il détient un important arsenal militaire distinct de celui de l'État libanais et qu'il

reçoit un soutien matériel, moral et politique de la République islamique d'Iran. Les représentants du Hezbollah continuent d'affirmer que les armes du mouvement ont pour but de dissuader toute attaque d'Israël.

39. Aucun progrès n'a été enregistré en ce qui concerne le démantèlement des bases militaires du Front populaire pour la libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG) et du Fatah-Intifada échappant au contrôle de l'État libanais. À une exception près, ces bases militaires se situent sur la frontière libano-syrienne, constituant une atteinte à la souveraineté et à l'autorité de l'État libanais et l'empêchant de contrôler efficacement la frontière entre le Liban et la République arabe syrienne. Je n'ai cessé d'exhorter les autorités libanaises à démanteler ces installations et le Gouvernement syrien à collaborer à l'entreprise. En mai, le dirigeant du FPLP-CG, Ahmad Jibril, a effectué sa première visite au Liban depuis 2006 et a rencontré des responsables politiques, en particulier les dirigeants de la coalition du 8 mars. M. Jibril a indiqué que son groupe ne déposerait pas ses armes et que le désarmement des factions palestiniennes en dehors des camps de réfugiés au Liban n'était pas envisageable tant que le conflit israélo-arabe ne serait pas réglé et que le respect des droits du peuple palestinien ne serait pas assuré.

40. La situation dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban reste également préoccupante. Les autorités libanaises continuent d'estimer que la coopération avec les services de sécurité dans les camps est satisfaisante. En mars, cependant, un meneur présumé d'un réseau soupçonné de préparer des attaques contre l'armée libanaise s'est réfugié dans le camp d'Ain al-Hilweh. Les informations sur le lieu où il se trouve actuellement sont contradictoires. Le 17 mai, l'armée libanaise a arrêté le conducteur d'un véhicule dont on suppose qu'il transporte des armes provenant du camp d'Ain al-Hilweh. Le 15 juin, les tensions se sont accrues dans le camp de Nahr al-Bared après l'arrestation par l'armée libanaise de deux jeunes Palestiniens qui avaient refusé de présenter leurs pièces d'identité à un poste de contrôle. Les résidents du camp ont alors attaqué le poste militaire à coups de pierres et un Palestinien a été abattu à cette occasion. Deux personnes ont été tuées lors des affrontements qui ont suivi à Nahr al-Bared et Ain al-Hilweh. En outre, il y a eu de nombreux blessés parmi les résidents des camps et dans les rangs de l'armée libanaise. Les incidents ont déclenché une vague de manifestations dans d'autres camps au Liban, ce qui souligne la nécessité de régler la question de l'accès aux camps tout en continuant de respecter les impératifs plus larges de sécurité.

41. Les nombreux incidents survenus à travers le pays, durant la période considérée, y compris une tentative d'assassinat le 4 avril contre le chef du parti des Forces libanaises Samir Geagea, ont montré une fois de plus que la prolifération des armes est généralisée au Liban et risque de compromettre le maintien de la stabilité et de l'unité dans le pays. Les affrontements à Tripoli et les violences qui ont suivi à Beyrouth et ailleurs illustrent également de manière flagrante les dangers que pose la présence d'armes de moyen calibre et d'armes lourdes échappant au contrôle de l'État.

42. La montée des tensions et de l'incertitude dans le pays a suscité un nouvel élan en faveur de la reprise du dialogue national au Liban, comme l'a demandé l'ONU. Avec les encouragements du roi Abdullah bin Abdul Aziz d'Arabie saoudite, entre autres, le Président Sleiman a tenu une réunion le 11 juin dans le cadre du dialogue national, qui était consacrée à la stratégie de défense, en particulier aux questions

concernant l'utilisation des armes du Hezbollah, les armes palestiniennes détenues à l'intérieur ou en dehors des camps, et les armes dans les centres-villes et autour. S'agissant du premier point, il a été indiqué que ces armes servaient à défendre le Liban. À l'issue de la réunion, les participants ont publié une déclaration d'accord en 17 points, s'engageant notamment à promouvoir le calme sur le plan de la sécurité, dans l'arène politique et dans les médias; à prévenir le recours à la violence et aux armes; à soutenir l'armée libanaise; à préserver la neutralité du Liban par rapport aux conflits régionaux et internationaux et à lui épargner les impacts négatifs des crises régionales, sauf en ce qui concerne les questions faisant l'objet d'un consensus arabe ou international ou la cause palestinienne; et à appliquer les résolutions internationales, notamment la résolution 1701 (2006). Les parties sont convenues de se réunir à nouveau le 25 juin pour examiner les points de l'ordre du jour proposés par le Président Sleiman.

D. Embargo sur les armes et contrôle des frontières

43. Dans sa résolution 1701 (2006), le Conseil de sécurité a décidé que tous les États empêcheraient, de la part de leurs ressortissants ou à partir de leurs territoires ou au moyen de navires de leur pavillon ou d'aéronefs de leur nationalité, la vente ou la fourniture à toute entité ou individu situés au Liban d'armes et de matériel connexe de tout type. Dans la même résolution, le Conseil a également demandé au Gouvernement libanais de sécuriser ses frontières et les autres points d'entrée de manière à empêcher l'entrée au Liban sans son consentement d'armes ou de matériel connexe.

44. Les représentants du Gouvernement israélien ont réitéré leurs allégations selon lesquelles pendant la période considérée, un nombre considérable d'armes destinées au Hezbollah avait traversé la frontière entre le Liban et la République arabe syrienne. L'Organisation des Nations Unies prend ces allégations très au sérieux, mais elle n'est pas à même de les vérifier de façon indépendante.

45. Il existe cependant des informations dignes de foi selon lesquelles des armes traversent illégalement la frontière libano-syrienne en direction de la République arabe syrienne. À deux reprises au moins durant la période considérée, l'armée libanaise a saisi des armes introduites au Liban en violation de l'embargo imposé par la résolution 1701 (2006). Il s'agit là des tentatives les plus flagrantes de violation de l'embargo sur les armes signalées par les autorités libanaises depuis l'adoption de la résolution 1701 (2006). Le 27 avril, la marine libanaise a intercepté un navire syrien battant le pavillon de la Sierra Leone dans les eaux territoriales libanaises, alors qu'il se dirigeait vers le port de Tripoli, et découvert trois conteneurs d'armes, de munitions et de matériel militaire à bord. Dans le deuxième cas, le 8 mai, les autorités libanaises ont indiqué qu'elles avaient saisi une grande quantité de munitions dans le port de Tripoli, qui avaient été cachées dans une voiture importée au Liban.

46. Dans les deux cas, selon les résultats préliminaires des enquêtes menées par l'armée libanaise, les armes étaient destinées aux membres de groupes d'opposition armés en République arabe syrienne. Le Gouvernement syrien a adressé au Président du Conseil de sécurité et à moi-même une lettre du Représentant permanent de la République arabe syrienne datée du 17 mai 2012 (S/2012/334),

selon laquelle les armes transportées à bord du navire arraisonné le 27 avril devaient passer en contrebande en territoire syrien pour le compte de groupes terroristes.

47. Dans la lettre de son Représentant permanent datée du 17 mai, le Gouvernement syrien a fait état d'autres actes dirigés contre la République arabe syrienne depuis le territoire libanais, y compris des violations de l'embargo sur les armes imposé par la résolution 1701 (2006). Les autorités politiques et les services de sécurité libanais, notamment le Président Sleiman et le Premier Ministre Najib Mikati, ont fermement rejeté les affirmations figurant dans la lettre du Représentant permanent de la République arabe syrienne, indiquant qu'elles n'étaient pas exactes ni fondées sur des informations vérifiées. Par ailleurs, les autorités libanaises ont informé l'ONU que, à l'exception des cas particuliers signalés, elles ne pensent pas qu'il y ait eu des violations massives de l'embargo sur les armes. Elles ont également indiqué que la frontière entre le Liban et la République arabe syrienne demeure difficile à contrôler, mais que l'armée libanaise est déployée et s'est efforcée de renforcer les contrôles à la frontière au mieux de ses capacités en multipliant les patrouilles et les missions d'observation.

48. Face aux allégations de trafic d'armes à travers la frontière syro-libanaise et aux actes et incidents répétés le long de la frontière qui ont fait des morts et des blessés dans la population civile, il est d'autant plus nécessaire d'adopter et d'appliquer une stratégie globale de gestion des frontières libanaises, ce qui est admis depuis longtemps. Au sein du Gouvernement actuel, le Premier Ministre Mikati a désigné le Ministre de l'intérieur Marwan Charbel pour diriger un comité interministériel chargé d'élaborer cette stratégie. Les donateurs ont continué d'examiner cette question; il restera cependant difficile d'obtenir une aide supplémentaire de leur part tant qu'une stratégie n'aura pas l'aval du Gouvernement.

49. Le nombre de réfugiés syriens sur le territoire libanais a augmenté depuis la publication de mon rapport de février (S/2012/124). Au 20 juin 2012, le Liban fournissait une aide à plus de 27 000 Syriens, dont 20 000 s'étaient inscrits auprès du HCR et du Gouvernement libanais. Il y avait près de 3 000 demandes d'inscription en attente à Tripoli et dans les environs. Le HCR a entamé le processus d'immatriculation des Syriens déplacés dans l'est du Liban, où quelque 9 000 Syriens reçoivent une aide. Dans le nord du pays, l'ONU et la Haute Commission libanaise des secours continuent de collaborer pour fournir une protection et une aide aux réfugiés syriens. Dans l'est du pays, où la Haute Commission des secours n'est pas présente, les organismes des Nations Unies travaillent en coordination étroite avec les autorités locales et les organisations non gouvernementales. Dans le nord, la Haute Commission a continué de prendre en charge les dépenses afférentes au traitement des réfugiés syriens admis dans les hôpitaux libanais, notamment les blessés; dans la région de la Bekaa, le traitement médical des réfugiés syriens est pris en charge par le HCR et ses partenaires.

E. Mines terrestres et bombes-grappes

50. Le Centre de lutte antimines du Liban, qui dépend de l'armée, est l'organisme national du Liban qui a l'entière responsabilité du déminage à des fins humanitaires et de la gestion des données sur la lutte antimines. L'Équipe des Nations Unies pour l'appui à la lutte antimines a continué de seconder la FINUL dans le déminage de la

Ligne bleue en organisant des séances de formation à l'intention des contingents et en assurant la validation et le contrôle de la qualité. Le 8 mai, les Forces de défense israéliennes ont remis à la FINUL une carte indiquant l'emplacement précis d'un champ de mines datant de 1974, près de la position 4-7C de l'ONU dans le secteur des fermes de Chebaa (secteur est).

F. Délimitation des frontières

51. Au cours de la période à l'examen, ni la République arabe syrienne ni le Liban n'ont pris de mesures pour appliquer les dispositions pertinentes des résolutions 1680 (2006) et 1701 (2006) du Conseil de sécurité concernant la délimitation de leur frontière commune. Cependant, la situation le long de la frontière libano-syrienne et les incidents répétés et au cours desquels des civils ont parfois été tués ou blessés de part et d'autre, notamment dans les secteurs où la frontière est incertaine, continuent de souligner la nécessité de délimiter et démarquer complètement la frontière. La question des bases du FPLP-CG et du Fatah-Intifada, qui sont à cheval sur la frontière, doit également être réglée.

52. On n'a pas avancé non plus sur la question des fermes de Chebaa. Face aux tensions entre le Liban et Israël suscitées par le projet de travaux des Forces de défense israéliennes au sud de la Ligne bleue dans cette zone, il est d'autant plus nécessaire que toutes les parties, ici comme ailleurs, respectent rigoureusement la Ligne bleue, fassent preuve de la plus grande retenue et s'abstiennent de toute mesure à proximité de cette ligne qui risquerait de créer des malentendus ou d'être perçue par l'autre partie comme un acte de provocation. Ces tensions soulignent également la nécessité d'avancer sur la question de la délimitation des frontières internationales du Liban, en particulier dans les secteurs où la frontière est contestée ou incertaine, y compris en s'occupant de la question des fermes de Chebaa. À ce jour, ni la République arabe syrienne ni Israël n'ont réagi à la proposition de définition provisoire de ce secteur que j'ai présentée dans mon rapport sur l'application de la résolution 1701 (2006), publié le 30 octobre 2007 (S/2007/641).

III. Sécurité et sûreté de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban

53. La sécurité du personnel de la Force reste une priorité. La Force a constamment revu ses plans en matière de sécurité et d'atténuation des risques; elle a aussi organisé des activités de formation destinées à sensibiliser son personnel à la sûreté, établissant en outre des périmètres de protection pour ses installations et son matériel. Elle a poursuivi sa coopération avec les autorités libanaises afin de répondre comme il convient à toutes les menaces recensées dans le domaine de la sécurité. En complément des dispositions prises par le Gouvernement libanais, la Force a maintenu en vigueur ses propres mesures d'atténuation des risques.

54. La FINUL a continué d'observer le déroulement des procédures intentées devant les tribunaux militaires libanais en relation avec des attaques graves dirigées contre les Casques bleus de la FINUL, ainsi que les enquêtes sur les cas d'obstruction délibérée aux activités de la Force. Les audiences d'appel des verdicts rendus en octobre dernier dans le procès de l'attentat de 2008 contre la FINUL ont été repoussées au début de 2013 pour des raisons de procédure. Dans le cas d'une

attaque perpétrée en 2011 contre une patrouille de la FINUL, une audience a eu lieu le 1^{er} juin en même temps que l'arrestation d'un suspect et a été ajournée jusqu'au 21 septembre 2012 pour citer les témoins à comparaître. Dans une autre affaire où trois personnes sont accusées d'avoir formé une bande armée en vue de perpétrer des attaques terroristes contre les institutions militaires de l'État et la FINUL, une audience prévue le 8 juin a été ajournée jusqu'au 16 novembre 2012. Les enquêtes sur les cas d'obstruction aux activités de la FINUL ont peu avancé. Il incombe aux autorités libanaises d'assurer la protection du personnel, du matériel et des installations de la FINUL, et de traduire en justice les auteurs d'actes illicites.

IV. Déploiement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban

55. Au 11 juin 2012, l'effectif militaire de la FINUL s'établissait à 11 845 soldats, dont 437 femmes. Le personnel civil comptait 374 personnes recrutées sur le plan international (dont 101 femmes) et 698 personnes recrutées sur le plan national (dont 168 femmes). Au sein de la Force, le Groupe d'observateurs du Liban se composait de 48 observateurs militaires de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve.

56. La France a réduit sa contribution à la FINUL en retirant 450 soldats appartenant à ses corps du génie et de l'artillerie. La Finlande a achevé le déploiement de 177 soldats dans le bataillon d'infanterie légère de l'Irlande le 18 mai 2012. Parallèlement, l'Irlande a réduit ses effectifs en supprimant une compagnie. Le bataillon finnois-irlandais compte 500 hommes. Fin juin, le Portugal avait retiré les derniers éléments de sa compagnie du génie. Le 10 juin, l'Indonésie a déployé une nouvelle corvette dans le Groupe d'intervention navale, qui compte également un navire battant pavillon du Brésil, ce qui porte le total à neuf navires.

57. La FINUL élabore des plans, en consultation avec le Département des opérations de maintien de la paix, afin d'appliquer les recommandations de l'étude sur les capacités militaires, en ce qui concerne notamment un éventuel ajustement du contingent pour alléger la Force sans en restreindre les capacités, tout en veillant à ce que la capacité de la Force de s'acquitter de son mandat ne soit pas diminuée et corresponde aux priorités définies dans le bilan stratégique.

V. Observations

58. Il convient de noter que la situation est restée stable dans la zone d'opérations de la FINUL, et je félicite les deux parties de leurs efforts constants pour maintenir le calme le long de la Ligne bleue. Alors que l'incertitude et les turbulences s'étendent dans la région, la résolution 1701 (2006) et les dispositions prises pour l'appliquer continuent d'assurer un climat prévisible et des mécanismes efficaces pour répondre aux préoccupations des parties. Il est essentiel de protéger ces réalisations et de maintenir la période sans précédent de stabilité et de calme qu'elles ont apportée dans la zone jouxtant la Ligne bleue. J'exhorte les Gouvernements israélien et libanais à continuer de souscrire à la cessation des hostilités et à l'application intégrale de la résolution 1701 (2006).

59. La poursuite de la crise en République arabe syrienne a eu de profondes répercussions au Liban, où elle polarise l'opinion et attise les tensions. Les dirigeants politiques de tous bords ont cependant réagi de manière responsable en cherchant à désamorcer les incidents. En outre, la politique de dissociation menée par le Gouvernement a aidé à préserver la stabilité dans le pays, ce qui lui a valu à juste titre l'appui de la communauté internationale.

60. Je demeure préoccupé par le fait que les parties n'ont pas avancé dans la mise en œuvre de leurs obligations respectives sur la voie d'un cessez-le-feu permanent et d'une solution à long terme au conflit en application de la résolution 1701 (2006). Je renouvelle l'appel que j'ai déjà lancé aux parties pour qu'elles tirent pleinement avantage de la situation stratégique que la FINUL a contribué à créer en coopération avec l'armée libanaise. Elles doivent continuer de souscrire à la cessation des hostilités, respecter scrupuleusement la Ligne bleue dans sa totalité, poursuivre leur coopération avec la Force en vue d'élaborer des mesures pragmatiques et constructives visant à renforcer la confiance le long de la Ligne bleue et de baliser clairement la Ligne, et travailler au renforcement des dispositifs de liaison et de coordination.

61. En même temps, il incombe à chaque partie de prendre d'autres mesures. Israël doit retirer ses forces de la partie septentrionale de Ghajar et des zones adjacentes au nord de la Ligne bleue et mettre un terme à toutes les violations de l'espace aérien libanais, qui exacerbent les tensions dans la zone d'opérations de la FINUL et sont susceptibles de déclencher un incident grave. Le Liban doit en faire davantage en vue d'exercer une autorité effective sur l'ensemble du pays, d'empêcher que son territoire ne serve à des activités hostiles et d'assurer la mise en œuvre des décisions du Gouvernement et des dispositions de la résolution 1701 (2006) relatives à la mise en place d'une zone exempte de personnel armé, de matériel et d'armements autres que ceux appartenant au Gouvernement libanais ou à la Force.

62. En outre, dans un climat de polémique et de tension, la fréquence et l'intensité des atteintes à la sécurité sur tout le territoire pendant la période considérée montrent combien il importe que l'État libanais s'emploie davantage à affirmer pleinement son monopole sur l'emploi légitime de la force. Le Liban doit démontrer qu'il demeure attaché à l'application intégrale de la résolution 1701 (2006) en prenant de nouvelles mesures concrètes pour lutter contre la présence d'armes échappant au contrôle de l'État et pour faire en sorte que l'État libanais soit mieux en mesure d'exercer pleinement sa souveraineté et son autorité sur l'ensemble de son territoire, conformément aux dispositions de la résolution 1701 (2006). Les incidents survenus pendant la période considérée soulignent l'ampleur des défis posés à l'exercice de l'autorité de l'État au Liban. Le fait que le Hezbollah et d'autres groupes restent en possession d'armes échappant au contrôle de l'État continue de mettre en péril la souveraineté et la stabilité du Liban et va à l'encontre des obligations du Liban au titre des résolutions 1701 (2006) et 1559 (2004).

63. J'ai fait part au Premier Ministre Mikati de l'inquiétude que m'inspirent les incidents et les violences qui ont éclaté à Tripoli, dans le nord du Liban et à Beyrouth pendant la période considérée. Je salue à cet égard les efforts faits par M. Mikati, le Président Sleiman et M. Berri, le Président du Parlement, ainsi que par d'autres dirigeants politiques de tous bords pour apaiser les tensions politiques et sectaires suscitées au Liban. Tous les responsables politiques au Liban partagent la responsabilité d'aider à calmer les esprits et à réduire les frictions. Cette responsabilité

sera d'autant plus grande pendant la période qui va nous mener jusqu'aux élections parlementaires de 2013, alors que la campagne électorale bat son plein.

64. Je persiste à croire que le dialogue national est le meilleur moyen de renforcer l'unité, la stabilité politique, les capacités institutionnelles et l'autorité de l'État. Le désarmement des groupes armés au Liban devrait s'inscrire dans le cadre d'un processus politique piloté par les Libanais, qui permettrait d'aboutir à l'objectif final, à savoir l'élimination des armes échappant au contrôle de l'État libanais. Dans ce contexte, je me félicite vivement des efforts déployés par le Président Sleiman pour relancer le dialogue national, et de la déclaration publiée le 11 juin à l'issue de la première réunion. J'appelle les responsables politiques libanais à continuer d'œuvrer à ce processus important.

65. Il est grand temps d'avancer dans la mise en œuvre des décisions déjà prises dans le cadre du dialogue national, notamment en ce qui concerne le désarmement des groupes non libanais et le démantèlement des bases militaires du FPLP-CG et du Fatah-Intifada. À cet égard, je demeure conscient de la nécessité de redoubler d'efforts pour améliorer les conditions de vie des réfugiés palestiniens au Liban, sans préjuger du règlement de la question des réfugiés dans le cadre d'un accord global en faveur de la paix dans la région. Face à la situation dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban, il est impératif de s'attaquer aux questions fondamentales de la dignité, de la fourniture de services et des perspectives d'emploi. Je demande aux États Membres de renforcer leur appui à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, à ses programmes ordinaires d'enseignement élémentaire et de soins de santé pour les réfugiés, et à la reconstruction du camp de Nahr el-Bared. Je note également la nécessité de renforcer l'action du Comité de dialogue libano-palestinien.

66. Je me félicite que le Gouvernement libanais, tout en s'employant à gérer les répercussions intérieures de la crise syrienne, soit demeuré attaché au respect des obligations que lui impose le droit international humanitaire à l'égard des réfugiés qui tentent d'échapper à la violence en République arabe syrienne. Il est important qu'il continue de s'y employer à tous les égards, en ce qui concerne notamment le non-rapatriement des personnes exposées à un risque. Les efforts et l'engagement de la Haute Commission des secours et du Ministère des affaires sociales méritent reconnaissance. J'attends avec impatience qu'ils élargissent leur action à la région de la Bekaa. Fidèle au principe d'unité dans l'action, la famille des Nations Unies ne ménagera aucun effort pour venir en aide aux réfugiés syriens et répondre à leurs besoins jusqu'à ce que la situation leur permette de retourner chez eux.

67. Je souligne qu'il est indispensable que toutes les parties respectent pleinement la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban, conformément aux résolutions 1559 (2004), 1680 (2006) et 1701 (2006). À cet égard, je condamne les nombreux incidents au cours desquels des civils ont été tués, blessés ou mis en danger du côté libanais de la frontière avec la République arabe syrienne en raison des agissements des autorités syriennes. J'appelle le Gouvernement syrien à y mettre fin. L'absence de tracé et d'abornement complets de la frontière libano-syrienne n'explique pas la plupart des incidents et ne les justifie en aucun cas. Il s'agit cependant d'une question à régler en priorité par les deux Gouvernements. Nous avons, à maintes reprises, exprimé notre profonde préoccupation au sujet de l'enlèvement de

11 Libanais en République arabe syrienne. Je saisis cette occasion pour demander leur libération immédiate.

68. Les efforts déployés par l'armée libanaise pendant la période visée par le présent rapport pour assurer le respect de l'embargo sur les armes décrété par la résolution 1701 (2006) méritent d'être signalés. À cet égard, j'espère que l'armée libanaise pourra tirer parti des succès enregistrés pendant la période considérée pour renforcer encore le contrôle des frontières libanaises et, à terme, assurer le strict respect de l'embargo sur les armes. Je demande une nouvelle fois à tous les États Membres d'empêcher tout envoi d'armes et de matériel connexe à destination d'entités ou d'individus au Liban, sauf accord préalable de l'État libanais, et je souligne une fois encore qu'il importe que le Gouvernement libanais adopte et mette en œuvre au plus tôt une stratégie globale de surveillance des frontières. Les contacts et la collaboration avec les donateurs se poursuivent afin de coordonner l'appui fourni au Gouvernement libanais pour protéger le pays et ses frontières terrestres dans un climat régional qui restera probablement instable et complexe pour longtemps.

69. Je trouve préoccupant que tout progrès demeure impossible dans les efforts diplomatiques visant à trouver une solution à la question des fermes de Chebaa aux termes du paragraphe 10 de la résolution 1701 (2006). J'appelle une fois encore la République arabe syrienne et Israël à réagir à la définition provisoire que j'ai présentée du secteur des fermes de Chebaa en octobre 2007 (voir S/2007/641).

70. Plus généralement, je tiens à rappeler que l'armée libanaise a joué un rôle crucial en faisant preuve d'unité et en s'employant à préserver la stabilité dans le pays. Pendant la période, elle a contribué non seulement à préserver la stabilité le long de la Ligne bleue, mais aussi à contrer les menaces à la paix et à la stabilité dans le reste du pays. Je salue les efforts et l'engagement de l'armée libanaise à cet égard. En cas d'incident impliquant l'armée, comme celui survenu à Akkar le 20 mai, il est essentiel de mener une enquête approfondie, et j'attends avec impatience les conclusions de l'enquête libanaise à cet égard. Je me félicite que les responsables politiques libanais aient exprimé leur ferme appui en faveur de l'action menée par l'armée libanaise dans la déclaration publiée à l'issue de la réunion du dialogue national, le 11 juin.

71. En dépit de ses multiples responsabilités s'agissant d'assurer la sécurité dans l'ensemble du pays, l'armée libanaise a continué d'agir avec une grande détermination, en tant que partenaire stratégique de la FINUL dans le sud du Liban ainsi qu'en mer, et ses moyens ont été renforcés progressivement grâce à l'aide de donateurs internationaux. Elle doit maintenir dans le sud du pays une présence suffisante pour pouvoir s'acquitter des importantes tâches qui lui incombent, conformément aux obligations du Liban en vertu de la résolution 1701 (2006). Je remercie les pays qui contribuent à l'équipement et à la formation de l'armée libanaise, notamment la marine, et j'engage vivement la communauté internationale à continuer de fournir cet appui indispensable au renforcement des capacités de l'armée libanaise car c'est grâce à cet appui que celle-ci pourra assurer efficacement la sécurité de la zone d'opérations de la FINUL et des points d'entrée maritimes au Liban.

72. Je suis préoccupé par les incidents signalés pendant la période visée, qui ont restreint les mouvements de la FINUL et mis en danger les soldats de la paix. Je trouve particulièrement préoccupant que certains de ces incidents aient pris la forme

d'attaques violentes contre le personnel de la Force. Comme je l'ai indiqué dans mes rapports précédents, la liberté de mouvement de la FINUL et la sécurité de son personnel sont indispensables à l'exécution des tâches de la Force. Faire respecter la liberté de mouvement de la FINUL dans la zone où elle opère est une responsabilité qui incombe au premier chef aux autorités libanaises. J'en appelle donc à celles-ci pour qu'elles sanctionnent les auteurs de ces actes avec rigueur et fermeté et s'emploient avec la FINUL à renforcer les moyens d'intervention et d'enquête. Il faut agir pour prévenir et limiter effectivement les incidents qui entravent la liberté de mouvement de la FINUL et mettent en danger les soldats de la paix.

73. Je tiens à remercier tous les pays qui fournissent des contingents et du matériel à la FINUL. Je veux également rendre hommage à tous les membres du personnel militaire et civil de la Force, ainsi qu'au personnel du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, qui continuent de jouer un rôle essentiel dans la promotion de la stabilité le long de la Ligne bleue et au Liban.

74. L'exploration et l'exploitation des ressources maritimes en Méditerranée orientale sont riches de promesses pour toutes les sociétés appelées à en bénéficier. C'est pourquoi je continue à encourager tous les États concernés de la région à poursuivre les efforts nécessaires de telle manière que les tensions ne s'en trouvent pas exacerbées. Dans le cas d'Israël et du Liban, j'accueille favorablement les mesures prises pour faciliter l'exploration et l'exploitation des ressources dans les zones non contestées. En outre, je demeure conscient de la nécessité de régler les questions ayant trait à la délimitation des zones maritimes. Nous avons continué d'en discuter avec les acteurs concernés pendant la période considérée afin d'aller de l'avant. L'ONU demeure disposée à aider les parties sur ce point si elles en expriment le souhait.

75. La résolution 1701 (2006) demeure un gage de calme et de stabilité relatifs dans une région trop longtemps marquée par les conflits et l'instabilité. En même temps, l'application intégrale de la résolution et le strict respect de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'indépendance politique du Liban continueront aussi à dépendre entièrement des efforts faits pour s'attaquer aux autres facteurs d'instabilité dans la région, qu'il s'agisse de la poursuite de la crise en République arabe syrienne ou de l'absence prolongée d'une paix juste, durable et globale dans la région. J'appelle donc Israël, le Liban et les autres parties concernées à redoubler d'efforts en vue de l'application intégrale non seulement de la résolution 1701 (2006), mais aussi de toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité qui font avancer la cause de la paix et de la stabilité dans la région.